Mardis d'EcoServ,
INRA, 13 janvier 2015

Évaluer la biodiversité et les services écosystémiques : pourquoi, comment, pour quels résultats, avec quelles limites ?

Jean-Michel Salles

CNRS, UMR LAMETA, Montpellier

Évaluer la biodiversité : est-ce bien raisonnable ?

- *“The total value of biodiversity is infinite, so having a debate about what is the total value of nature is actually pointless because we can’t exist without it."* (R. Scholes, ecologist)

+ “T*o say that we should not do valuation of ecosystems is to deny the reality that we already do, always have and cannot avoid doing so in the future’”* (R. Costanza et al., 1998).

Menu

1. Valeurs et services écosystémiques
2. La nature de l'évaluation économique
3. Les enjeux d'une évaluation des SES
4. Des méthodes parfois contestées
5. Controverses et limites
6. Pistes …

Les valeurs de la nature

- Les approches de la valeur des actifs naturels par les sciences sociales renvoient à une pluralité d'approches qui relèvent de deux perspectives fondamentales, partiellement dépendantes :
  - **Positive** : comprendre la nature et l'importance des relations entre sociétés et natures à travers le prisme de la notion de service, ainsi que le niveau et les conditions de maîtrise des sociétés ou des acteurs sur ces relations
  - **Normative** : juger / évaluer l'importance de ces relations pour mieux les maîtriser, en termes d'objectifs, de moyens, de politiques publiques
- La perspective positive peut considérer la question de la relation des sociétés à la nature de plusieurs façons :

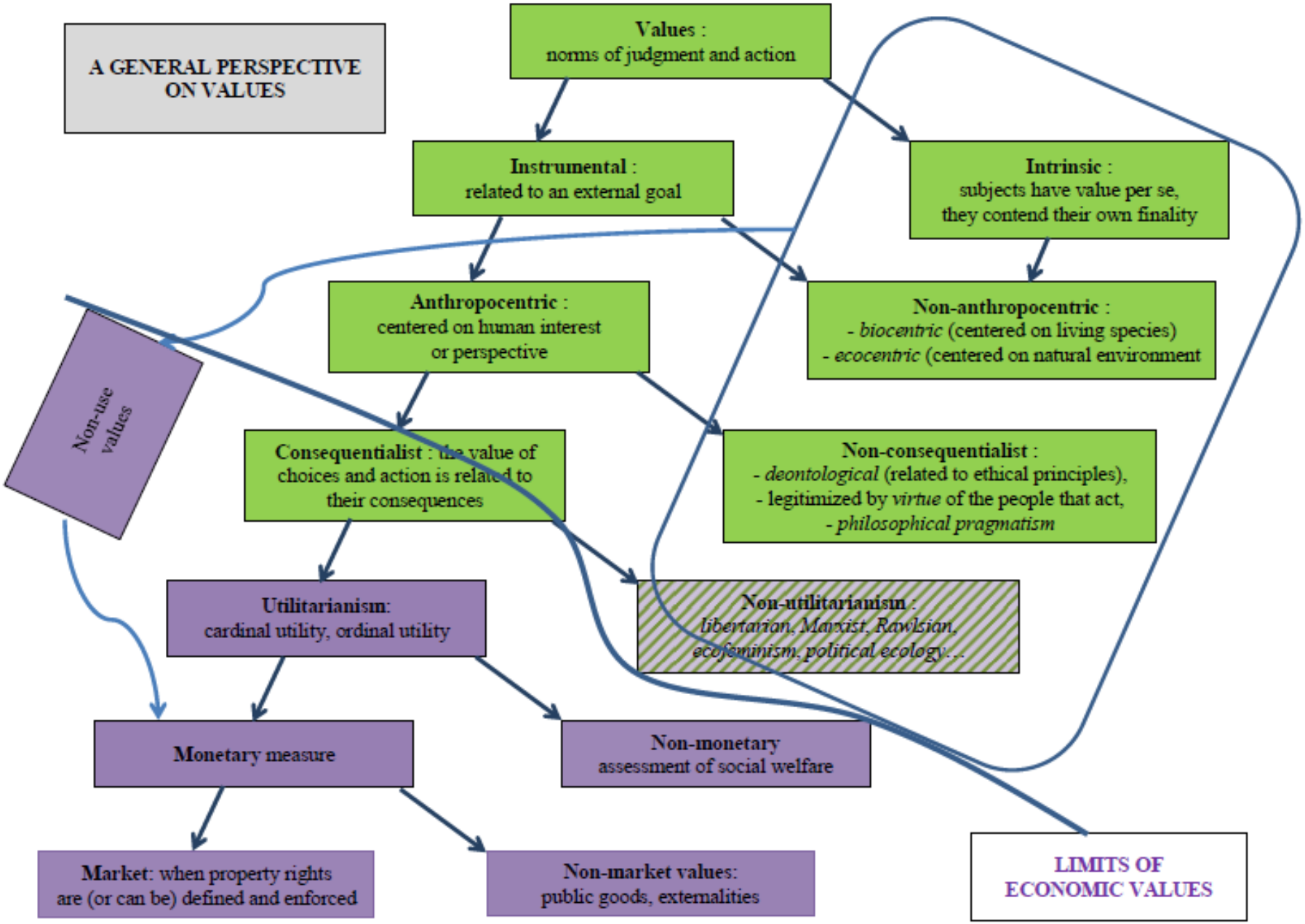
1. Nature > société
2. Société > nature
3. Société = nature
4. Société …

- Dans la perspective des choix et des comportements, le rapport à la nature n'est qu'une partie des enjeux pris en compte, parfois marginalisée

Pourquoi protéger la nature ?
Un débat ancien… qui met explicitement en jeu les valeurs auxquelles les acteurs se réfèrent

John-Muir et
Theodore-Roosevelt

Gifford-Pinchot et
Theodore-Roosevelt

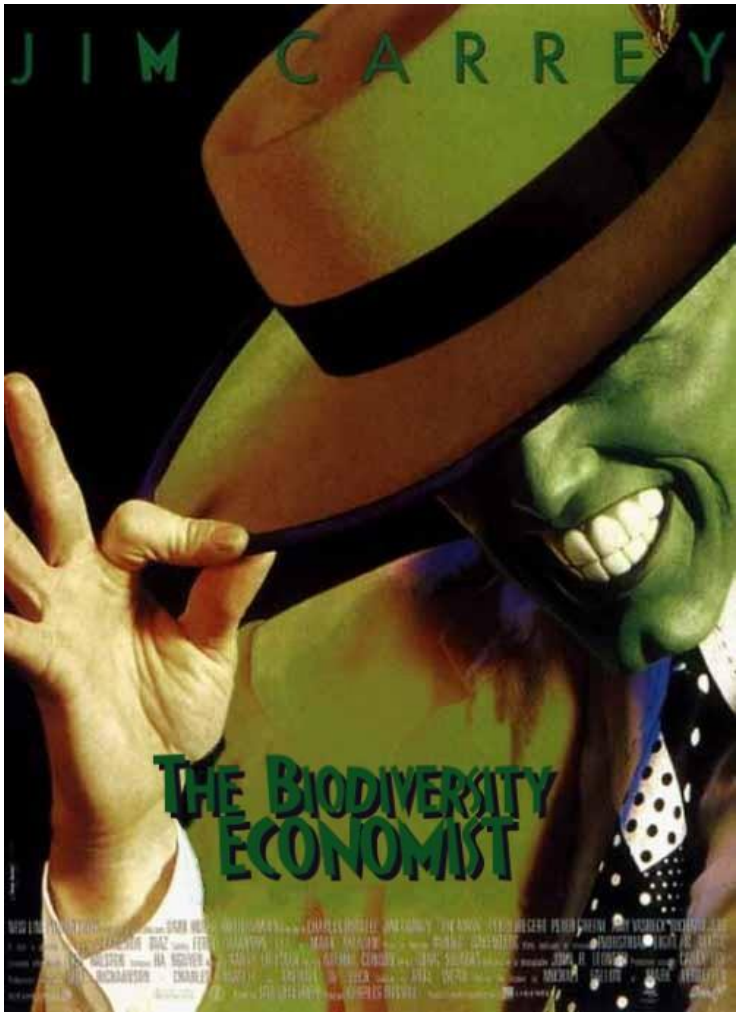

A GENERAL PERSPECTIVE ON VALUES
Values : norms of judgment and action
Instrumental : related to an external goal
Intrinsic : subjects have value per se, they contend their own finality
Anthropocentric : centered on human interest or perspective
Non-anthropocentric : - biocentric (centered on living species) - ecocentric (centered on natural environment
Non-use values
Consequentialist : the value of choices and action is related to their consequences
Non-consequentialist : - deontological (related to ethical principles), - legitimized by virtue of the people that act, - philosophical pragmatism
Utilitarianism: cardinal utility, ordinal utility
Non-utilitarianism : libertarian, Marxist, Rawlsian, ecofeminism, political ecology…
Monetary measure
Non-monetary assessment of social welfare
Market: when property rights are (or can be) defined and enforced
Non-market values: public goods, externalities
LIMITS OF ECONOMIC VALUES

Evaluer économiquement la biodiversité…

Une question naïve ?

Techniquement irrealiste ?

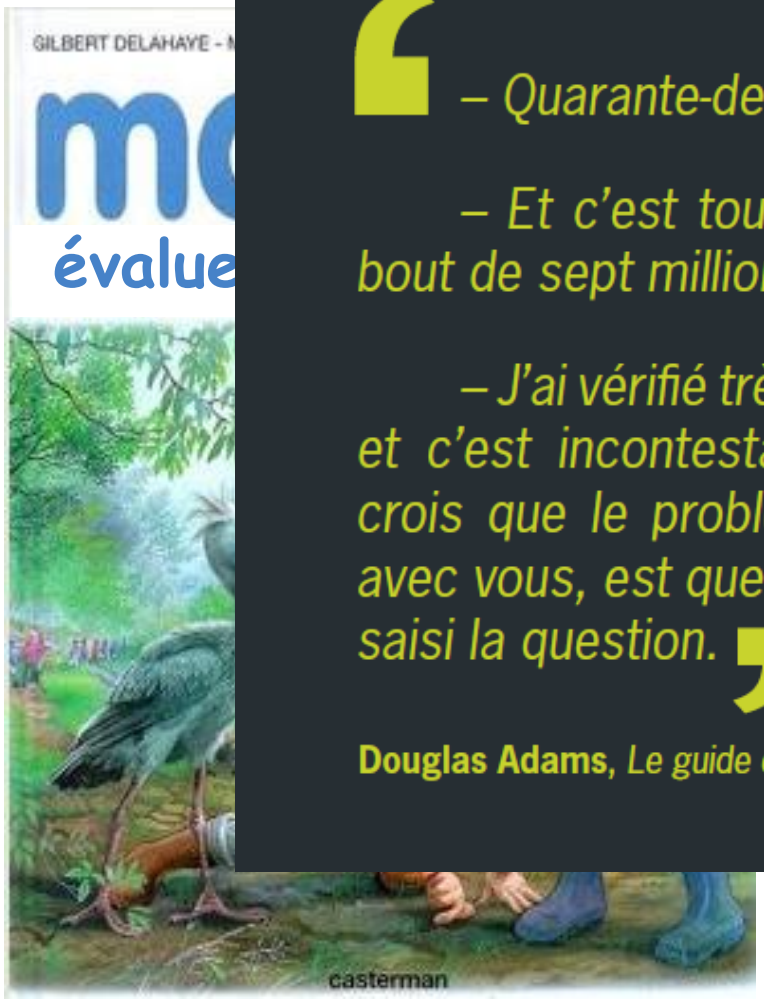
Ethiquement inacceptable?



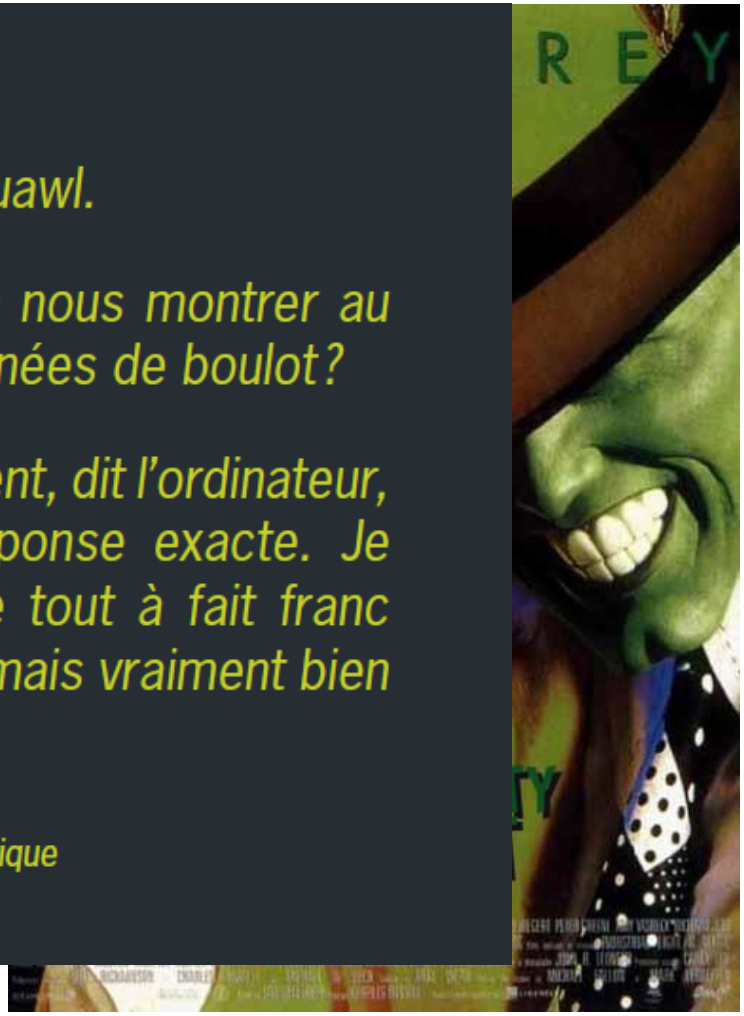
Evaluer économiquement la biodiversité…

Une question naïve ?

Ethiquement inacceptable?



> *– Quarante-deux ! cria Loonquawl.*
>
> *– Et c'est tout ce que t'as à nous montrer au bout de sept millions et demi d'années de boulot?*
>
> *– J'ai vérifié très soigneusement, dit l'ordinateur, et c'est incontestablement la réponse exacte. Je crois que le problème, pour être tout à fait franc avec vous, est que vous n'avez jamais vraiment bien saisi la question.*
>
> **Douglas Adams**, *Le guide du voyageur intergalactique*



Quelques chiffres… ?

- L'érosion de la biodiversité coûte entre **1.350 et 3.100 milliards** d'euros par an (Sukhdev, 2010)

- Estimation des coûts de l'inaction :

13 938 milliards d'euros pour la période 2000-2050,

soit **7% du PIB mondial** par an en 2050 (TEEB, 2008)

- Dépenses liées à la protection de la biodiversité (France) : environ **1,9 Md€**

(dont 316 M€ de l'Etat, 1 Md€ des collectivités, 372 M€ des entreprises et 156 M€ de financements divers)

- Rapport des comptes de l'environnement 2012 (sur données 2010) -

La biodiversité : un bien non marchand

- La biodiversité ne s'échange pas sur un marché, elle n'a pas de prix
- certains agents tendent à agir comme si elle n'avait pas de valeur
- Or : **Valeur ≠ coûts ≠ Prix**
  - **Valeur** = repose sur la d'utilité, de préférence, de bien-être
  - **Prix** = variable (monétaire) qui permet d'équilibrer offre et demande sur un marché
  - **Coût** = meilleure opportunité à laquelle on renonce pour obtenir quelque chose (un bien)

➢ Pas de relation d'ordre générale

- En l'absence de tout indicateur de valeur de la biodiversité :
  - Non-prise en compte dans les calculs des agents économiques
  - Risque d'une mauvaise allocation des ressources

Évaluer la biodiversité dans une perspective économique

- La conception économique de la valeur :
  - Anthropocentrée : basée sur le des (seuls ?) humains
  - Instrumentales : pertinence des moyens pour atteindre une fin
  - Conséquentialiste : évaluation à l'aune des effets
  - Utilitariste : arithmétique des plaisirs et des peines
  - Subjective : chacun est le meilleur juge de ses préférences
  - Marginaliste : on ne mesure pas, on compare
- Valeurs de quoi ?
  - Les valeurs économiques ne portent pas vraiment sur des objets, mais sur des changements dans leurs caractéristiques, de leur disponibilité
  - En fait, on évalue / compare des options de choix
- Valeur économique = utilité + rareté
  - La biodiversité est-elle (toute) utile ? Sa dégradation a-t-elle un coût ?
  - La biodiversité est-elle rare ? Est-elle (toute) substituable ?

Quelles valeurs s’agit-il de quantifier ?

L’évaluation et le marché

- Les prix observés ne reflètent (généralement) pas des valeurs
- L’évaluation comme préalable

  à la marchandisation, si la finalité est de définir de nouveaux droits permettant l’émergence d’une réulation +/- marchande
- L’évaluation comme alternative
  - au marché comme régulation, si la finalitéest la conception et la mise en oeuvre d’actions ou de politiques publiques

- L’évaluation économique ne mesure pas la "véritable valeur de la nature" :
  - la valeur d’usage d’actifs indispensables (oxygène) n’aurait pas de sens (sauf à l’estimer au coût de production de service équivalent)
  - il s’agit d’évaluer des variations marginales de surplus liées à des changements dans la disponibilité (exemple : pour des actifs menacés)

La biodiversité est-elle un bien economique ?

- Biodiversité = une “propriété émergente” des écosystèmes qui influence leur fonctionnement … et leur capacité à fournir des services
- Biodiversité comme bien public / collectif
  - Non-rivalité de certains usages (mais pas tous)
  - Non-exclusion : est il possible d’exclure ? Est-ce souhaitable ? (Dépatrimonialisation ? Autre forme d’appropriation ?)

    Certains éléments sont cependant “privés” ou “privatisables”
- Un bien public multi-couche : plusieurs niveaux pertinents de collectivités
  - Local / Régional
  - National
  - Supra-national (Europe)
  - Mondial / global

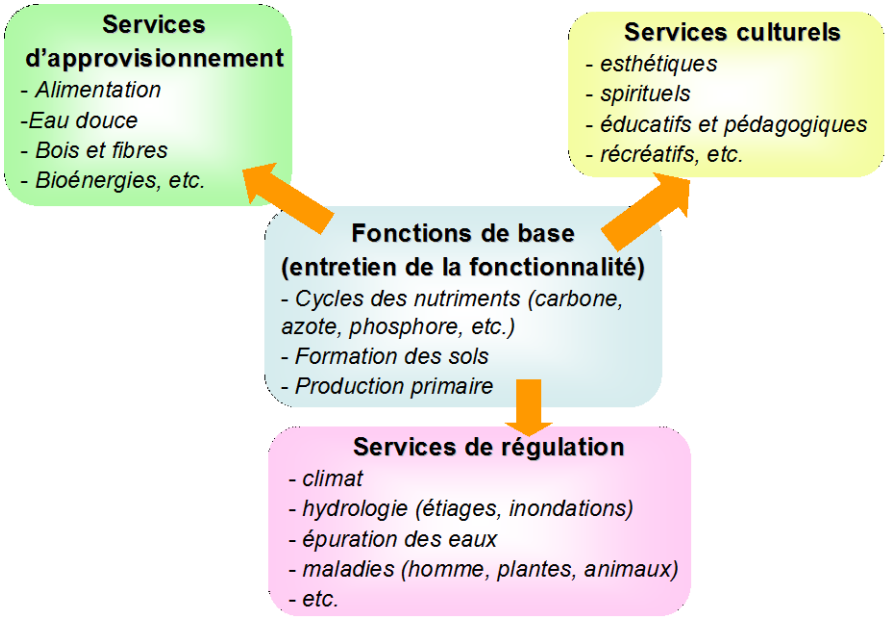
  Les valeur qui s’expriment à ces niveaux s’additionnent +/- bien
- La nature est-elle substituable ?
  - Quelle(s) technologie(s) ? Quelles préférences des individus ?
  - ➢ Les services rendus par 1 ha de forêt sont probablement substituables
  - ➢ Les services rendus par un grand massif, ou plus, difficilement

Biodiversité / écosystèmes : que peut-on évaluer ?

- Sur quels objet appuyer l'évaluation ?
  - La diversité de la biodiversité (objet théorique)
  - Des gènes
  - Des espèces
  - Des milieux, écosystèmes, habitats
  - Des fonctions
- Focalisation sur les services écosystémiques
  - Plus proche d'un arbitrage par les consommateurs/usagers
  - Il est plus facile de construire des classes d'équivalence
  - Le *Millenium Ecosystem Assessment* (2005) a permis de définir une catégorisation *a priori* de 20 + 5 services écosystémiques
- La notion de services écosystémiques :
  - une simple métaphore utile pour parler de valeur sociale ou
  - un écran qui dissimule la complexité des relations entre sociétés et natures

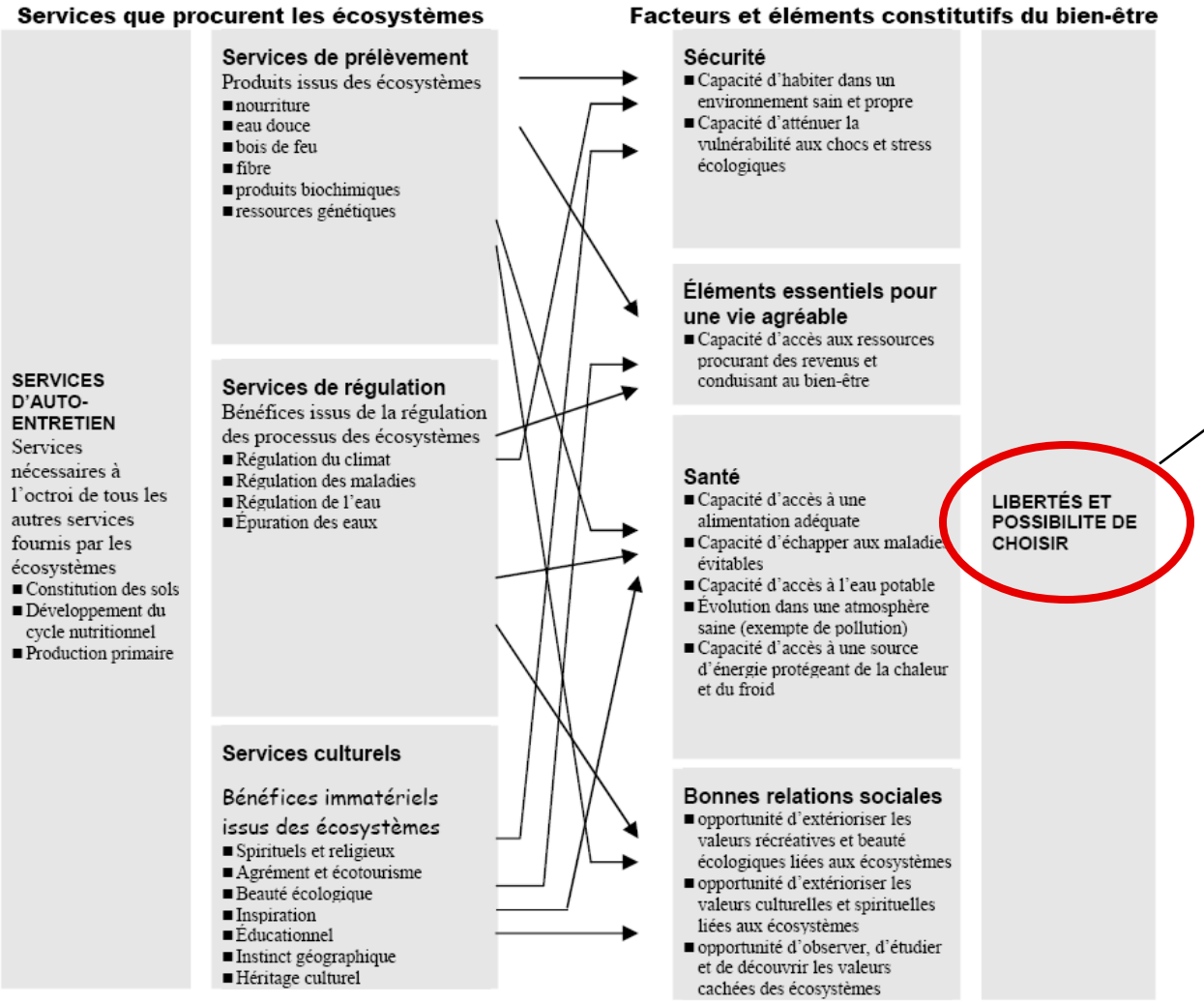
Évaluation par les services écosystémiques

- Une notion ancienne (Westman, 1977; Ehrlich et Ehrlich, 1981)
- Qui doit beaucoup de sa notoriété à un article provocateur : "*The value of the world ecosystem and natural capital*" (Costanza et al, 1997)
- Systématisée et standardisée par le *Millenium Ecosystem Assessment* (2003, 2005)



- D'autres classifications ont été proposées et il semble admis que des « classifications multiples », en fonction des finalités, sont nécessaires

Les bénéfices retirés des écosystèmes et leurs liens avec le bien-être humain

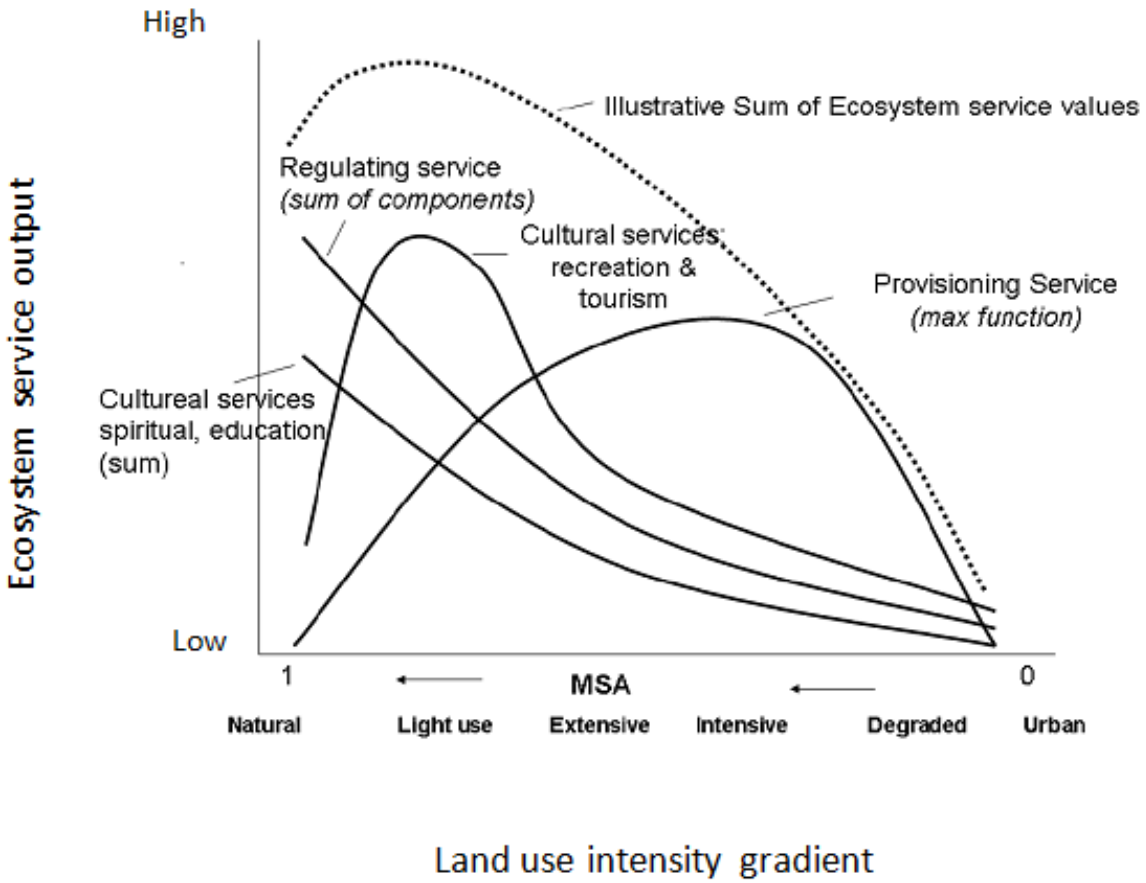


(Source : *Millennium Ecosystem Assessment*, 2005)

La liberté de choisir suppose l'existence d'alternatives, notamment techniques, mais aussi politiques, économiques, culturelles…

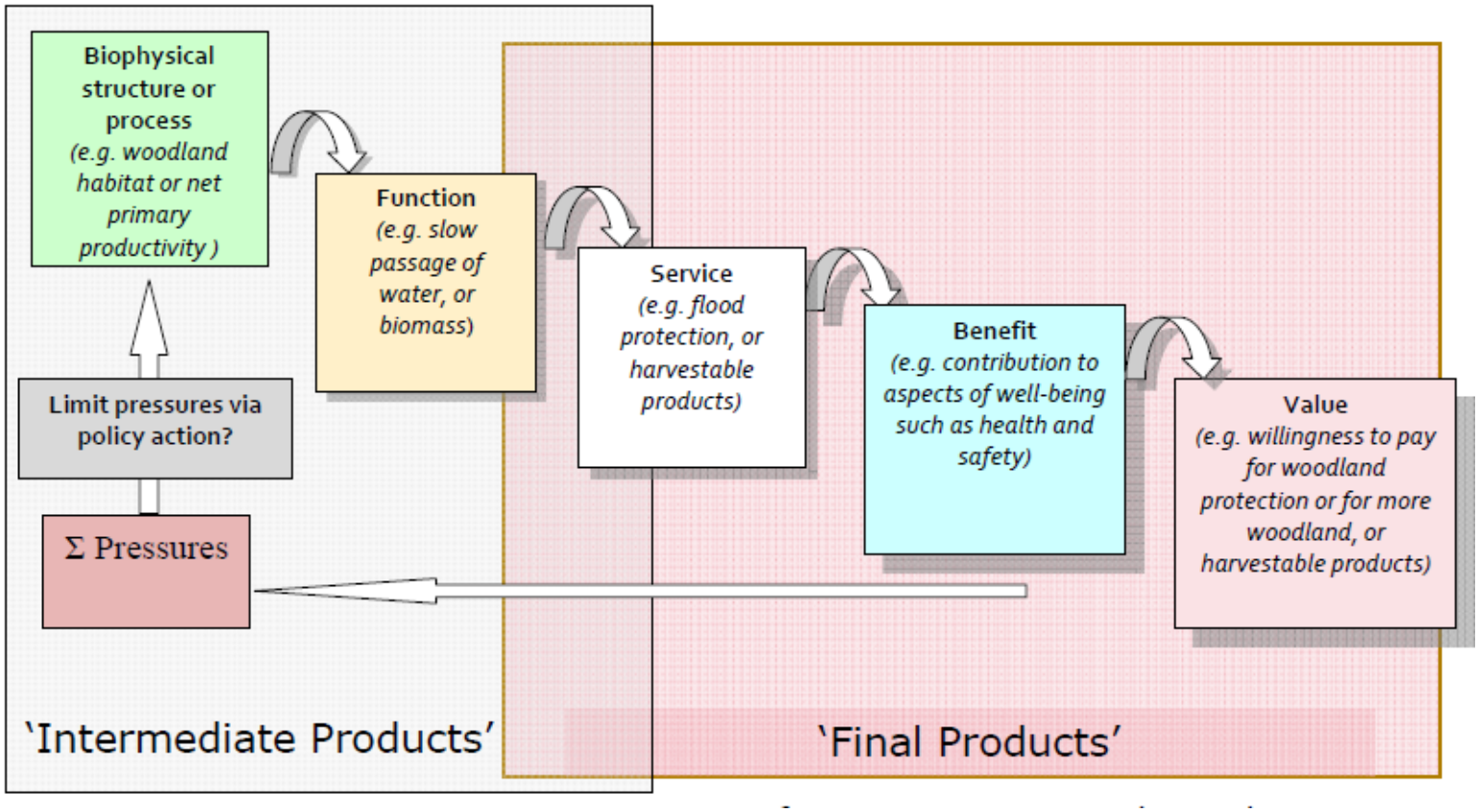
C'est aussi une façon d'approcher la question de la valeur économique

Relation entre les différentes catégories de services écosystémiques et le degré de transformation des écosystèmes



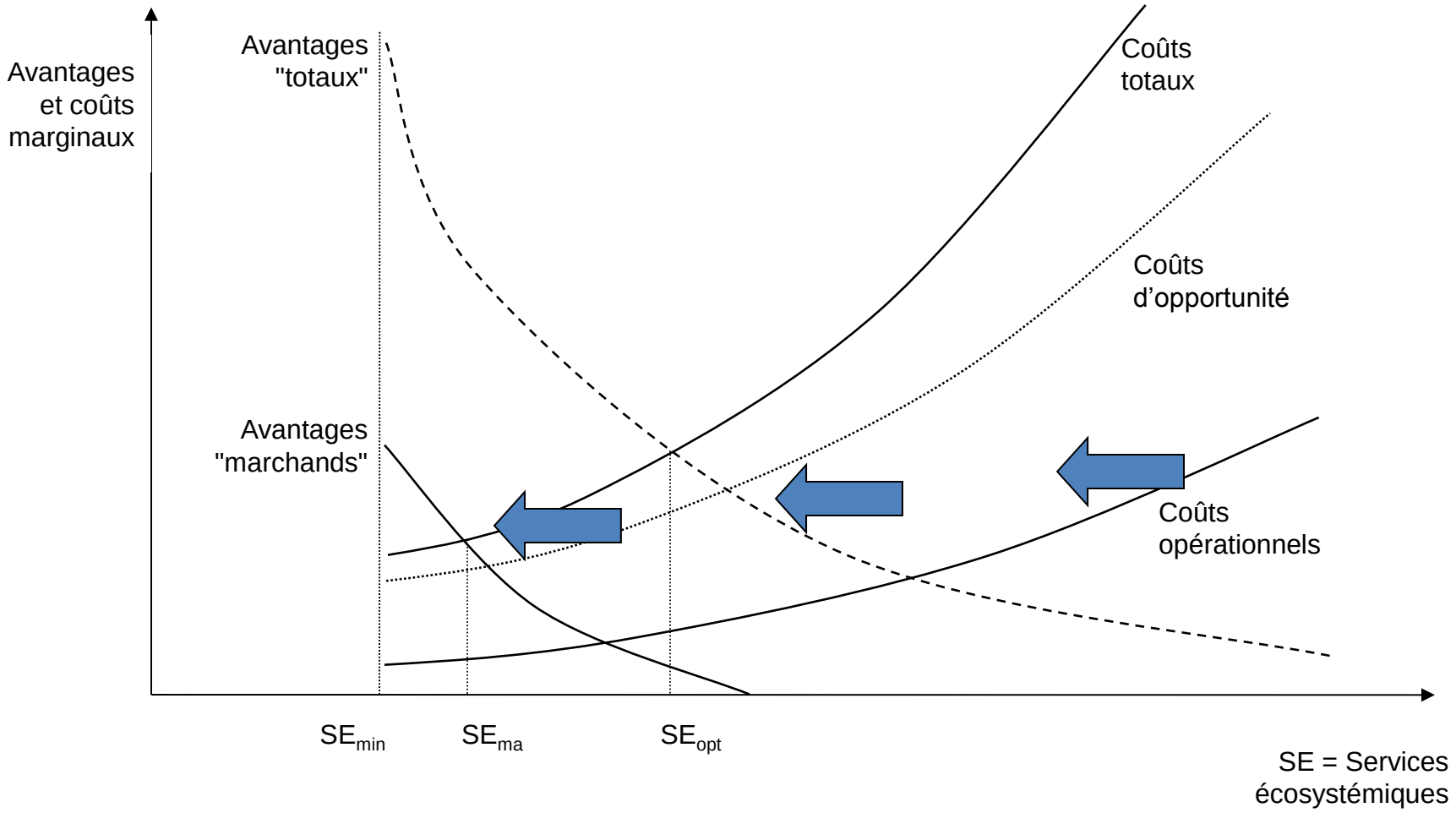
- Source : Braat et Ten Brink, 2008 (MSA = Mean Species Abundance)

Du fonctionnement des écosystèmes, aux services, à des valeur



- Source : adapted from Haines-Young and Potschin (2010)

Valeurs non-marchandes : comment évaluer la situations actuelle ?



Source : D. Pearce (2007) *Do we really care about biodiversity?*

L'évaluation économique des actifs naturels : un nécessaire élargissement de perspective

- Les biens et services liés à l'environnement naturel :
  - Des services marchands dont il faut peut être corriger les prix
  - Des services non marchands qu'il faut trouver un moyen d'intégrer dans l'évaluation
- Construire des indicateurs ayant la « dimension de prix » (comparer)
- La valeur de l'environnement reflète les différents intérêts humains et sociaux qui lui sont liés
- La notion de « valeur économique totale des actifs naturels » (VET) : construire un indicateur synthétique reflétant l'ensemble des valeurs d'un « actif naturel »

"They say they are a pair of bureaucrats who are just as important to the planet as any other life form."

La Valeur Économique Totale (VET)

- Une longue maturation :
  - Inspirée par J. Krutilla, "*Conservation reconsidered*" (AER, 1967)
  - Proposée par l'École de Londres (Pearce & Turner, 1989)
- La VET apparaît comme une agrégation des valeurs :
  - La **valeur d'usage direct** est liée à un usage effectif reposant sur l'interaction directe de l'agent avec l'actif (ressource, récréatif…)
  - La **valeur d'usage indirect** liée à un usage effectif n'impliquant pas d'interaction avec l'actif (gestion des flux et des fonctionnalités)
  - Les **valeurs d'option** qui reflète l'intérêt de préserver des options de choix pour des usages futurs potentiels
  - Les **valeurs de non-usage** sont relatives à des actifs qui ne seront jamais utilisés (valeur de legs, valeur d'existence…)
- Pourquoi les « agréger » ?
  - Parce que les différentes « raisons économiques » de faire ou ne pas faire quelque chose prennent tout leur sens dans une perspective coûts-avantages qui implique l'agrégation (numéraire unique)
  - Parce qu'une liste partielle conduirait à un jugement biaisé
  - Attention à ne pas additionner des usages incompatibles

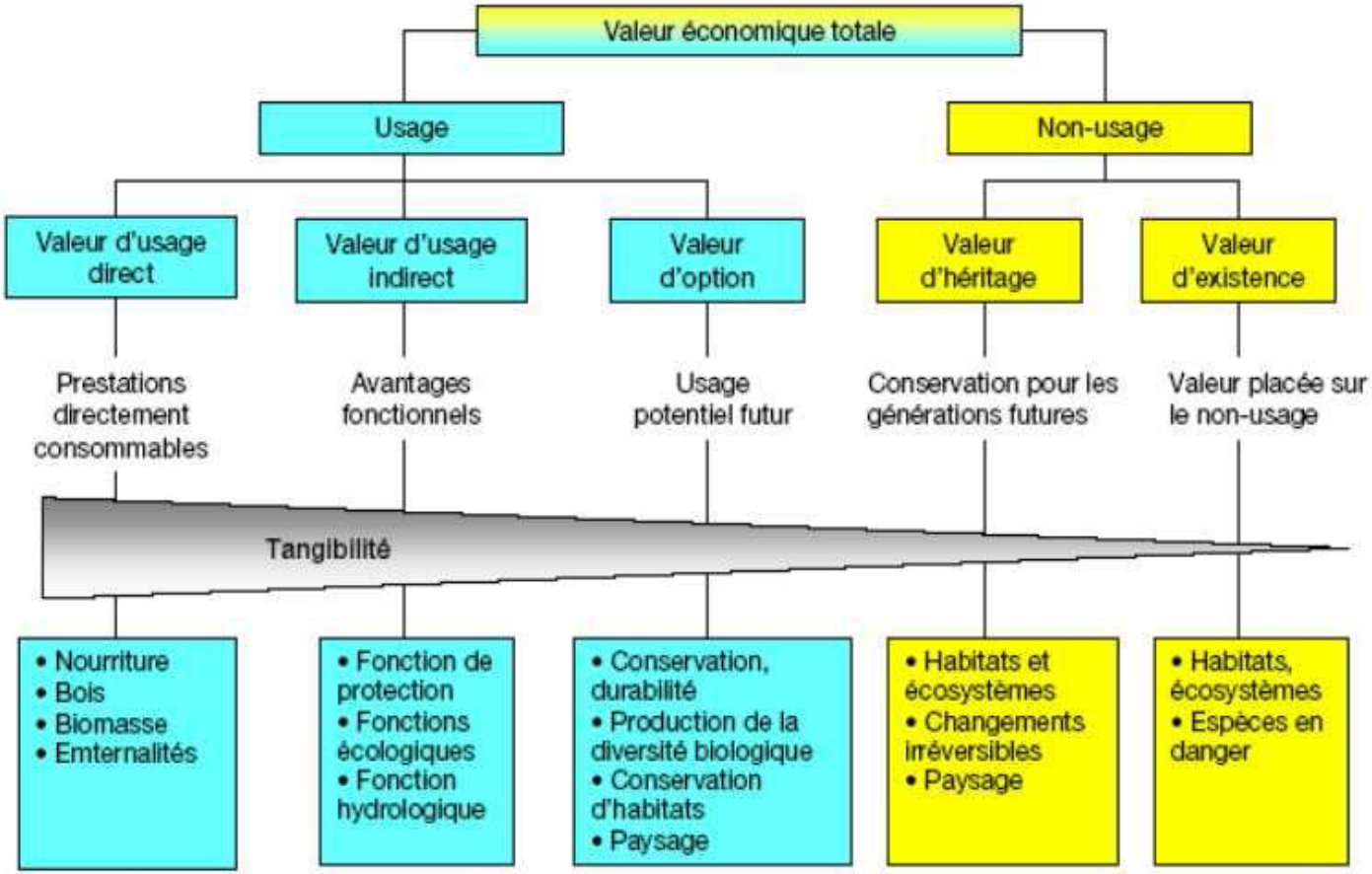
Les composantes de la valeur économique totale

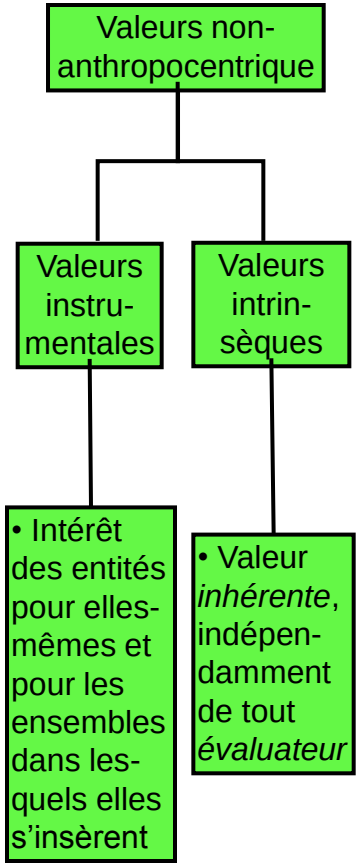
- Des **valeurs d'usage réel ou effectif**
  - ***Usages directs*** : productifs, récréatifs, esthétiques, santé
    - usages de consommation directe (alimentation, énergie, plantes médicinales…)
    - usages productifs = ressources industrielle (pharmaceutique, énergie, matériaux…)
    - usages n'impliquant pas la consommation, comme les usages récréatifs ou esthétiques, le tourisme, les science et l'éducation.
  - ***Usages indirects*** : valoriser les fonctions écologiques
    - = avantages liés à la demande dérivée pour le maintien d'écosystèmes qui fournissent des services contribuant au bien-être sans impliquer d'interaction directe (services contribuant à la productivité des agro-systèmes ; régulation des climats ; entretien de la fertilité des sols ; contrôle du ruissellement et des flux hydriques ; épuration des eaux ou de l'atmosphère...)
- Des **valeurs d'usage potentiel**
  - ***Valeur d'option statique*** (assurance face à incertitude sur les usages futurs)
  - ***Valeur d'option dynamique*** (meilleurs choix si amélioration de l'information)

Les composantes de la valeur économique totale (suite)

- Des **valeurs de non-usage** ou **d'usage passif** parmi lesquelles la littérature distingue trois formes d'altruisme ou de sujets sur lesquels il s'exerce :
  - **l'altruisme envers nos contemporains** qui fait que nous valorisons la préservation d'écosystèmes au motifs que d'autres en tirent un bénéfice ; c'est la notion de valeur d'usage par procuration (« *vicarious use value* »)
  - **l'altruisme envers nos descendants** ou, plus généralement, les générations futures à qui nous souhaitons léguer, laisser en héritage des écosystèmes fonctionnels et utilisables (« bequest value »)
  - **l'altruisme envers les espèces non humaines** auxquelles nous pouvons reconnaître une certaine forme de droit moral à exister (« existence value »)

Les composantes de la VET : synthèse ?





Source : CAS, 2008

Source : Turner et al, 2003

Valeurs économique totale : des questions ouvertes

- Depuis leur introduction par J.V. Krutilla (1967), l'interprétation des valeurs d'existence a évolué :
  - depuis un consentement à payer pour préserver sans souci d'usage
  - vers l'expression de formes d'altruisme (ou de "*stewardship*")
- Valeurs d'usage et valeurs intrinsèques
  - ➢ Une évaluation anthropocentrée ou anthropogène ?
- Des valeurs économiques ou la recherche d'une satisfaction morale ? (Kahneman et Knetsch, 1992)
- Les agents économiques sont-ils des consommateurs altruistes ou des citoyens engagés ? (A. Sen, 1979 ; M. Sagoff, 2004)
- Les préférences existent-elles pour tous les actifs *a priori*, ou les agents les découvrent-ils à l'occasion de la révélation des menaces, dans le contexte même de la mise en œuvre des méthodes d'évaluation (Plott, 1996)

➔ Ces multiples interrogations tendent à faire considérer l'agrégation des différentes valeurs au sein de la VET avec prudence et discernement

“We didn’t have time to pick up a bottle of wine, but this is what we would have spent.”

(New Yorker cartoon.)

La question de l'incommensurabilité

- "*The issue of 'incommensurables' grew to be the single most controversial issue in CBA, and it remains so today*" (Pearce, 2000)
- Elle est au cœur du débat sur le conception « forte » de la durabilité
- La question de l'incommensurabilité est liée à la monétarisation :
  - « *Certaines valeurs ne peuvent être mesurées en termes monétaires* »
  - « *La mesure en termes monétaires entraîne la corrosion de certaines valeurs* »
  - « *On ne sais pas vraiment ce que mesurent les valeurs issues des ACA* »
- Elle a parfois conduit à se focaliser sur les préférences lexicographiques
  - Mais, comment arbitrer dans des situations de conflits entre les principes déontologiques ? Comment justifier dans les choix « brutaux » ?
- La réalité apporte cependant des éléments de défense de la commensurabilité monétaire :
  - Les préférences déclarées ou, mieux, révélées par des choix montrent que les sujets font des trade-offs
  - La monnaie est un numéraire parmi d'autres, qui apparaît à la fois pratique (divisible, stockable…) et raisonnablement "neutre"

Pourquoi évaluer des actifs non marchands ?

- Plusieurs approches selon la nature de l'actif à évaluer et le type d'informations accessibles : toutes très imparfaites
- Sont-elles meilleures que l'absence d'évaluation ?
  - Ce point a longuement été discuté (Diamond & Hausman, JEP, 1994)
  - Un nombre plus ou moins aléatoire peut créer l'illusion de la certitude (par exemple, l'évaluation du service de pollinisation en 2005 à 153G€)
- Que se passe-t-il en l'absence d'évaluation ?
  - On suit les goûts du Prince ou les intérêts des lobbies les mieux défendus ?
  - On se conforme à une idéologie, à la mode du moment ?
  - On délègue aux élites (lesquelles ?) qui savent, mieux que les populations, quels sont leurs intérêts ?
- A quoi ça sert ?
  - *Ex post* : fournir une référence pour le calcul d'indemnisations
  - *Ex ante* : intégrer l'environnement à parité avec d'autres enjeux dans l'évaluation des choix et des projets

Évaluations économiques et choix collectifs

Les évaluations économiques visent a priori à éclairer les choix collectifs. Mais il existe différents niveaux de décisions publiques ?

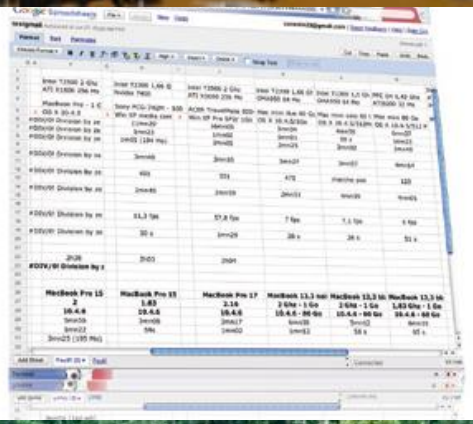
1. Rationaliser la stratégie de conservation ?
   - Approche **coût-efficacité** : on réalise toutes les actions de conservation qui ont un « coût unitaire » inférieur à un certain montant
   - Cela implique donc de définir des classes d'équivalence pour éclairer les « trade-offs » dans les bouquets de services

2. Rationaliser l'effort de conservation ?
   - Approche **coûts-avantages** : on vise la maximisation du « bien-être »
   - Les actions de conservation sont mises en balance avec d'autres sources de bien-être dans la société

3. Prendre en compte les pertes de valeur sociale liées à la dégradation de la biodiversité et des écosystèmes dans l'évaluation des projets (LGV, autoroute, expansion urbaine, politique agricole ou forestière…)
   - On cherche des indicateurs de ces pertes, commensurables aux autres aspects du projet (équivalent-prix)
   - Cela fournit une information qui peut être comparée, par exemple, aux « coûts d'opportunité » des actions de conservation

Des techniques d'évaluation… très débattues

1. Les méthodes basées sur les coûts :
   - ✓ Monétarisation des dommages physiques
   - ✓ Coûts de restauration
   - ✓ Coûts de remplacement
   - ✓ Effets sur la productivité
2. Les méthodes basées sur les préférences révélées :
   - ✓ Coûts de prévention ou de protection
   - ✓ Coûts de déplacement
   - ✓ Prix hédonistes
3. Les méthodes basées sur les préférences déclarées :
   - ✓ Évaluations contingentes
   - ✓ Analyses conjointes
4. Les transferts de valeur
   - ✓ Plutôt une fonction qu'une valeur moyenne
   - ✓ Des bases de données (*EVRI, Envalue, ESD*…)
   - ❖ De multiples précautions sont nécessaires



De multiples méthodes… aux objectifs différents

- Les méthodes basées sur des coûts (restauration, remplacement…) ne se situent pas dans une perspective coût-avantage, mais coût-efficacité (l'objectif implicite est le maintien de l'existant ou la compensation des pertes)
- Les méthodes basées sur des préférences révélées mesurent a priori des valeurs d'usage effectif, généralement direct ; elles intègrent implicitement les arbitrages, notamment budgétaires, des agents
- Les méthodes basées sur les préférences déclarées sont donc les seules qui permettent d'approcher la VET
  - Quelques études se sont efforcé de distinguer la part des valeurs de non-usage dans les consentements à payer et ont mis en évidence qu'elles pouvaient représenter une part prépondérante (44 + 48% dans Stevens et al, 1992)
  - Certains auteurs ont remis en cause le fait qu'il s'agisse de valeurs économiques, mais plutôt : des choix citoyens ou éthiques, des dons charitables…
  - Mais, les économistes n'ont jamais accès à la « vraie » valeur et, pour discuter ces points, il faudrait pouvoir les confronter à des approches alternatives
- Les résultats obtenus par des méthodes différentes ne sont donc pas directement comparables/commensurables et leur agrégation (si l'on mesurait, par exemple, des valeurs d'usage par des préférences révélées et de non-usage par des préférences déclarées) est, au mieux, délicate

Toutes ces approches rencontrent des limites fortes

- Des limites informationnelles :
  - Les méthodes basées sur des coûts doivent être contraintes par des valeurs (si la restauration d'un écosystème vaut 10 fois ce que les agents sont prêts à dépenser pour restaurer, que fait-on ?)
  - Les méthodes basées sur des préférences révélées ne capturent généralement qu'une partie de la valeur
- Des biais systématiques :
  - Les méthodes basées sur des préférences révélées ne portent que sur certaines valeurs d'usage réel (récréatif, aménités esthétiques…)
  - Les méthodes basées sur des préférences déclarées peuvent aboutir à des mesures déformées (biais hypothétique, stratégique, d'inclusion…)
- L'évaluateur est confronté à un dilemme, choisir entre
  - des méthodes robustes (il y a des observations : coûts, comportements) sur un spectre limité (aux valeurs d'usage réel) ou discutable (la restauration ou le remplacement sont-ils toujours économiquement justifiés)
  - des approches à spectre plus large (toutes les valeurs potentiellement sont identifiables) ; mais peu robustes (basées sur des déclarations ou des choix hypothétiques)

Valeur tutélaires

- Qu’est-ce que c’est ?
  - Les « biens tutélaires » ne sont pas des « biens publics » : il y a un trouble dans les préférences (et pas seulement dans les institutions qui en médiatisent l’expression)
  - Parabole de « Ulysse et les sirènes »
- A quoi ça sert ?
  - Guider les choix collectifs / publics
  - *Policy design* (objectifs ou moyens)
- Comment les choisir / calculer ?
  - Elles doivent traduire les objectifs de la tutelle
  - Y compris en s’appuyant sur des évaluations économiques
  - Mais sans en être prisonniers (puisqu’il s’agit justement de corriger des préférences peu pertinentes) ; par exemple en ajoutant des éléments d’objectivation (processus écologiques) ou de déliération

Vers des valeurs de référence pour le calcul économique public

Services	Valeur proposée
Services de prélèvement	
- bois	75 € (75 à 160 €)
- autres produits forestiers (hors gibier)	10 à 15 €
Services de régulation	
- fixation carbone	115 €
- stockage carbone	414 € (207 à 414 €)
- autres gaz atmosphériques	Non évaluée
- eau (quantité annuelle)	0 €
- eau (régulation des débits)	Non évaluée
- eau (qualité)	90 €
- protection (érosion, crues)	Non évaluée
- biodiversité	Non évaluée directement
- autres services de régulation (santé, etc.)	Non évaluée
Services culturels	
- promenades (hors cueillette et chasse)	200 € (0 à 1 000 €)
- chasse	55-69 €
- autres services culturels	Non évaluée
TOTAL (min.-max.)**	**env. 970 €** 500 à plus de 2 000 €

SE des prairies permanentes françaises (€/ha/an)

Services	Valeur proposée
Services de prélèvement	
- produits de l'élevage	Non évaluée (marchand)
- produits de cueillette (hors gibier)	€
Services de régulation	
- fixation carbone	23 à 47 €
- stockage carbone	320 € (160 à 320 €)
- autres gaz atmosphériques	Non évaluée
- eau (quantité annuelle)	0 €
- eau (régulation des débits)	Non évaluée
- eau (qualité)	90 €
- protection (érosion, crues)	Non évaluée
- pollinisation	60 à 80 €
- biodiversité	Non évaluée directement
- autres services de régulation	Non évaluée
Services culturels	
- promenades (hors cueillette et chasse)	Non évaluée
- chasse	4-69 €
- autres services culturels	60 €
TOTAL*	env. 600 €

Vers des valeurs de référence … vraiment utiles

Conclusions et perspectives de la mission Chevassus-au-Louis (CAS)

1) Confirmation de l'**importance des services non-marchands** (notamment de régulation) et conséquences possibles sur la hiérarchie des choix publics

2) Les valeurs de références ne sont que des… références :

- Qui devront être « **spatialisées** » (paramétrées en fonction de variables localisées)
- Qui doivent être situées dans une **perspective temporelle** (ce type d'écosystème ou de service est-il menacé de raréfaction, de disparition…)

3) Importance de **procédures permanentes**, transparentes et légitimes pour fixer ces valeurs et réguler leur utilisation

- Pour aller plus loin dans la prise en compte des valeurs « de non-usage » ou intégrer politiquement le reflet de valeurs intrinsèques :

1) Majorer les valeurs (à quelle hauteur ?)

2) Introduire des contraintes (d'usage, d'accès…) supplémentaires

L'évaluation de la biodiversité et des services écosystémiques soulève de multiples questions

- Les interrogations soulevées par les travaux qui extrapolent ces évaluation à l'ensemble des écosystèmes :
  - Des provocations et invitations à penser (Costanza et al, 1997 ; etc.)
  - Des projets mieux circonscrits (TEEB, 2011) dont les résultats ont été contextualisés et discutés / différenciés selon acteurs
- Un débat entre l'évaluation des services et celles des coûts liés aux politiques de conservation :
  - Évaluer les services : perspective coûts-avantages
  - Évaluer les coûts : perspective coût-efficacité
- Le statut de ces évaluations et les craintes qu'elles peuvent susciter lorsque leur finalité semble être la marchandisation de ces services (PSE ; nouveaux droits de propriété ?) :
  - L'évaluation éclaire les décisions (rien à craindre, si rien à cacher ?)
  - La création d'un marché ou de tout autre mécanisme visant à institutionnaliser des valeurs est un choix (à raisonner au cas par cas) sans lien nécessaire avec les évaluations

Pourquoi évaluer la biodiversité ?

« ***If our purpose is to conserve these*** *(ecosystem)* ***services, valuation is to a large extend non pertinent. (…) in the matter of nature protection, valuation is neither necessary, nor sufficient. We conserve many things that we don't evaluate and little of those we value*** » (Geoffrey M. Heal)

Institutionnaliser des pratiques délibératives pour des évaluations contextuelles

- La science ne nous dit pas ce que nous avons à faire : les évaluations sont un élément important d'orientation qui ne se substituent pas aux choix
- Évaluer la biodiversité et les services liés aux écosystèmes est un choix politique qui repose sur un *a priori* : nous vivons dans un monde de rareté croissante (plus nombreux, plus riches) qui implique des choix entre les différents usages des écosystèmes
- La gestion de la biodiversité « ordinaire » est une priorité que la réflexion sur les services écosystémiques contribue à réaliser de façon plus efficace, peut être plus juste, en tous cas plus consciente et, si possible, objet de délibérations collectives
- L'enjeu central est sans doute de toujours penser et concevoir la question de l'évaluation dans une perspective décisionnelle claire
- L'évaluation des services, notamment ceux liés aux agrosystèmes, doit permettre d'intégrer des éléments de contextes plus larges dans l'espace et le temps (biodiversité = *global common*)

Merci de votre attention